

**La sobriété n'est plus optionnelle –
Si elle n'est pas choisie
de façon collective et équitable,
elle sera subie
de façon individuelle et injuste**

Christian Arnsperger

UNIL – FGSE – IGD

Sion, Cycle de conférences du CIRM, 1^{er} octobre 2019

[SLIDE-1 : Titre] Le titre de ma conférence de ce soir est un peu long et je m'en excuse ; il est aussi volontairement provocateur. Je sais bien qu'en réalité « la » sobriété n'est pas un concept homogène, ni même un ensemble stabilisé d'idées et de pratiques. Si j'ai malgré tout proposé ce titre : « *La sobriété n'est plus optionnelle – Si elle n'est pas choisie de façon collective et équitable, elle sera subie de façon individuelle et injuste* », c'est parce qu'il reflète assez correctement l'état actuel de ma réflexion sur un thème controversé mais crucial : la « décroissance ».

[SLIDE-2] Depuis plusieurs années, je conduis mes recherches sur ce qu'avec mon collègue Dominique Bourg, j'appelle la « permacircularité ». Par ce néologisme, nous entendons quelque chose de simple, de presque trivial : les flux de matières et d'énergie engendrés par l'ensemble des activités humaines ne devraient pas aboutir à une empreinte écologique supérieure à une seule planète. Nous ne voyons pas cette règle – ou ce principe – comme une

idéologie, mais comme un simple fait comptable : aucune personne ou communauté ne peut vivre durablement au-dessus de ses moyens – en l'occurrence, au-dessus de son budget écologique.

[SLIDE-3] L'initiative populaire fédérale « *Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)* » de l'été 2016 comptait parmi ses exigences de base précisément le principe de la permacircularité, étendu sur un horizon d'environ 35 ans : « D'ici à 2050, la Suisse doit réduire sa consommation des ressources de manière à ce que, extrapolée à la population mondiale, celle-ci ne dépasse pas un équivalent planète. »

[SLIDE-4] En termes généraux, ce que cette initiative visait était la mise en place, dans la constitution fédérale, d'une règle spécifiant que l'empreinte écologique de la Suisse devait décroître en 35 ans des 3 équivalents-planète actuels à 1 seul. Ce *schéma de descente ressourcielle* était censé – est censé – refléter une pure et simple reconnaissance de l'évidence comptable et de la radicalité éthique qui l'accompagne : à des niveaux suffisamment agrégés, il n'existe aucun argument moral qui puisse justifier qu'un ensemble politique donné (région, nation, communauté de nations, etc.) ait une empreinte écologique durablement supérieure à une seule planète. En effet, affirmer le droit voire la nécessité de conserver durablement une empreinte supérieure à un seul équivalent-planète, voudrait dire qu'un ensemble politique particulier – disons la Suisse – s'arrogerait le droit d'exiger qu'une ou plusieurs autres communautés similaires – disons le Bangladesh ou le Costa Rica – soient cantonnées dans une empreinte de nettement moins d'une seule planète. À moins de poser l'existence

de droits d'extraction et de consommation durablement différenciés – mais au nom de quoi ? – de telles prétentions ne sont rien d'autre que des affirmations de privilèges historiques que l'on ne souhaite pas – que la Suisse, par exemple, ne souhaite pas – abandonner.

[SLIDE-5] Or c'est exactement ce que l'organisation patronale *economiesuisse*, par la voix de son président Heinz Karrer, prétendait lorsqu'elle écrivait, dans *Le Temps* du 16 septembre 2016, que si l'initiative passe « La Suisse sera le seul pays du monde à infliger un tel traitement à sa population ». De là à dire qu'il s'agirait d'une violation des droits humains des citoyens suisses, il n'y a qu'un pas ... Et Karrer d'ajouter, comme pour parfaire son argument et le rendre imparable : « Sous de faux airs d'attitude responsable, cette initiative veut en réalité imposer à la Suisse un vrai programme de décroissance. » Ma réponse à cet argument est de dire : oui, ce serait un programme de *décroissance*, mais si nous comprenons correctement ce mot, c'est très précisément ce dont nous avons besoin.

[SLIDE-6] Regardons, en effet, la situation réelle. La Suisse possède une empreinte écologique élevée : environ 3 équivalents-planète. Donc, si tous les êtres humains devaient mener le train de vie du citoyen helvétique moyen, ce serait assez rapidement la fin de notre biosphère, avec un endettement écologique d'environ 300% par an. Concrètement, ceci se traduit dans le fait que le « jour du dépassement » (en anglais : *overshoot day*) de notre pays s'est situé cette année au 9 mai, alors qu'en moyenne mondiale ce même jour se situait – c'est déjà bien assez dramatique – au 29 juillet.

[SLIDE-7] Selon les chiffres les plus récents, l’empreinte écologique de la Suisse se compose presque aux $\frac{3}{4}$ des émissions directes mais surtout indirectes de CO₂ liées au caractère extrêmement ouvert de l’économie helvétique. Le président d’*économiesuisse* ne s’y trompait pas quand il écrivait en 2016 que « les autorités devraient prendre des mesures protectionnistes, en limitant ou interdisant par exemple l’importation de certains produits. Selon le Conseil fédéral, il faudra par exemple renoncer aux combustibles fossiles ou taxer les métaux. Cela mettra la Suisse en porte-à-faux avec les règles du commerce international, alors que notre pays tire une part importante de sa prospérité des échanges internationaux. »

[SLIDE-8] Si nous regardons la situation globale de la Suisse en comparaison internationale, elle n’est bien sûr de loin pas la pire. Selon la méthodologie GAPFRAME, notre pays est hautement performant en termes de gouvernance, et fait même mieux que la moyenne mondiale en termes de performance économique et de cohésion sociale. Les Suisses ont souvent le réflexe de se servir de tels indices pour arguer qu’ils font déjà beaucoup et qu’ils ne peuvent guère en faire davantage. Pourtant – même si on doit effectivement reconnaître ces atouts incontestables – il ressort de ce graphique que nous faisons très mal en termes

1. de biodiversité
2. de soutenabilité de notre consommation
3. et SURTOUT de nos émissions de CO₂ qui sont parmi les plus mauvaises de la planète, si l’on tient compte des émissions indirectes

La Suisse ne doit pas non plus être particulièrement fière de ses performances en termes d'égalité des chances (notamment hommes-femmes), de contribution à l'acidification des océans (surtout à travers l'impact indirect de nos importations de produits agricoles) et même – c'est plus étonnant – de la propreté de nos sources d'énergie (notamment parce que nous importons beaucoup de charbon et de pétrole incorporé et aussi une partie d'électricité nucléaire).

Donc, si le tableau n'est pas le plus catastrophique, notre pays est loin de la sobriété qui semble pourtant inscrite dans bon nombre de ses traditions – j'y reviendrai plus loin.

[SLIDE-9] La cadre théorique dans lequel s'inscrivent ces analyses est l'approche dite de « l'économie du doughnut » mise au point par l'économiste britannique Kate Raworth. Cette méthode cherche à définir un « espace sûr et juste pour l'humanité » en combinant, d'une part, des données socio-économiques pour définir un « plancher social » en-dessous duquel il ne faudrait jamais descendre ni surtout rester et, d'autre part, des données d'écologiques et biosphériques pour définir un « plafond écologique » au-dessus duquel il ne faudrait jamais monter ni surtout rester.

Actuellement, les économies comme celle de la Suisse se trouvent à la fois en-dessous du plancher et au-dessus du plafond : nous sommes en *overshoot* écologique et, malgré tout, notre richesse ne nous permet apparemment pas d'être équitables. Dans le cas suisse, c'est surtout la situation écologique qui est préoccupante.

[SLIDE-10] Et ce, d'autant plus que selon des calculs récents effectués par la Hollandaise Babette Porcelijn montrent que jusqu'à 81% de notre empreinte est « cachée », c'est-à-dire non produite au sein de nos propres paysages et de nos propres frontières. Ceci explique en grande partie l'expérience troublante que fait tout un chacun d'entre nous quand il ou elle voyage en train en lisant un rapport sur les dégradations écologiques croissantes, tout en traversant des paysages alpins qui paraissent on ne peut plus propres, paisibles et préservés. Les apparences sont trompeuses, bien entendu – mais il est un fait que, comme bon nombre d'autres pays, la Suisse « externalise » sur le reste du monde les impacts écologiques de son train de vie.

[SLIDE-11] À mes yeux, donc, le mot « décroissance » a un sens très précis : c'est le processus complexe à travers lequel nous allons « redescendre » en-dessous du plafond écologique *et y demeurer ensuite pour le restant de l'histoire humaine* après avoir, des décennies voire des siècles durant, accumulé une dette écologique colossale. C'est une idée ancrée dans ce que l'on appelle la « durabilité forte », c'est-à-dire la discipline qui donne la priorité absolue (mais éventuellement pas exclusive) au respect des contraintes écologiques planétaires ainsi que régionales et locales.

[SLIDE-12] Tout le sens de mes recherches sur l'économie permacirculaire est de comprendre, d'une part, à quoi ressemblerait la dynamique sociale et économique de transition permettant de redescendre vers cet espace sûr et équitable et, d'autre part, quels sont les principes anthropologiques et culturels qui permettraient de donner un vrai fondement solide à cette dynamique. Dans la suite de ma

conférence, j'aimerais donner quelques indications sur ces deux aspects.

Mais auparavant, permettez-moi de revenir sur le titre de la soirée. Le mot « sobriété » renvoie à la reconnaissance de limites à ne jamais dépasser ; c'est une attitude existentielle face à une réalité qui s'impose et avec laquelle on compose.

[SLIDE-13] Pour le militant français Pierre Rabhi, notre tâche culturelle majeure au XXI^e siècle est de trouver des voies vers la « sobriété heureuse » : une façon de trouver dans le respect même des limites le sens de nos vies et de nous en trouver heureux. Comme nous l'avons montré dans notre livre avec Dominique Bourg, la sobriété est un courant souterrain constant dans la civilisation occidentale, ancrée dans toutes nos traditions religieuses et spirituelles et aussi dans un grand nombre de nos pratiques culturelles – à l'époque où, tout simplement, nos ancêtres étaient moins dans l'opulence matérielle que nous aujourd'hui.

[SLIDE-14] Le mot « sobriété » lui-même suggère un choix – ou, du moins, une adhésion à un projet de vie, une attitude englobante qui reflète soit une réflexion personnelle, soit un trait culturel. À l'heure des dépassements de limites écologiques, la nécessité d'une *sobriété collective* ne relève pas de l'optionnel, mais de l'évidence comptable. La seule chose que nous puissions « choisir » (quoique parfois de façon inconsciente), c'est d'ignorer les signaux scientifiques et de ne pas chercher de nouvelles ressources culturelles et anthropologiques pour

répondre à ces signaux. Le déni est un « choix » ; l'évidence que l'on nie, elle, ne l'est pas.

[SLIDE-15] Dans le passé des civilisations, le prix collectif à payer pour le déni des évidences ressourcielles – épuisement et érosion des sols, surexploitation du bois, extraction excessive de charbon ou de métaux, surpeuplement – a été l'effondrement. On entend par là une diminution plus ou moins soudaine de la complexité d'une société et du niveau d'opulence matérielle de ses membres, mais aussi de leur niveau de connaissances et de leur sophistication technologique et culturelle. Dans le cas de la méga-civilisation industrielle et commerciale globalisée dans laquelle nous vivons aujourd'hui, le processus le plus probable à mesure, notamment, que les ressources en carburants fossiles bon marché se raréfieront, est ce que les spécialistes appellent le *déclin catabolique*. On entend par là un processus d'appauvrissement graduel – avant tout par dégradation graduelle des infrastructures que la société ne parvient plus à entretenir et qui se transforment progressivement en « mines » pour l'extraction de matériaux que l'on recycle vers des modes de vie caractérisés par la sobriété subie : il y a significativement moins de possibilités d'externaliser l'empreinte écologique, les vies quotidiennes deviennent plus locales et plus simples matériellement, certaines possibilités technologiques disparaissent ...

[SLIDE-16] Comme l'a montré John Michael Greer dans son ouvrage *The Long Descent*, publié en 2007, le processus de déclin catabolique passe par des paliers durant lesquels, provisoirement, le déclin se ralentit et donne l'illusion d'une reprise ou en tout cas d'une stabilisation. C'est notamment le cas quand, à cause de la chute de la demande, le

prix du pétrole qui avait auparavant augmenté se met à diminuer pendant un certain temps, créant provisoirement une nouvelle hausse de la demande malgré une offre globalement en baisse.

[SLIDE-17] Au long de la trajectoire de déclin, si rien n'est fait au niveau de la cohésion sociale, les inégalités et les situations de détresse ont tendance à s'accroître et les tensions, voire les conflits autour de l'accès aux ressources s'exacerbent. Et même dans les pays à forte solidarité sociale, comme en Europe et notamment en Suisse, les possibilités de financement public et de redistribution des revenus se dégradent lentement. Dans le cas helvétique, des dévaluations compétitives de la devise nationale peuvent, un temps, soutenir le statu quo économique – et donc maintenir assez élevée l'empreinte écologique – pendant que les régions avoisinantes s'appauvrissent graduellement.

Il ne s'agit donc pas d'un modèle d'effondrement abrupt. Le catastrophisme n'est pas de mise au sens où tout menacerait de disparaître dans les deux ans à venir – mais le « *catabolisme* », en revanche, c'est-à-dire la certitude que si la sobriété n'est pas choisie de façon collective et équitable, elle sera subie de façon individuelle et injuste – ce catabolisme est bel et bien une attitude rationnelle.

[SLIDE-18] Il y a un certain temps, le philosophe français Jean-Pierre Dupuy avait publié un livre intitulé *Pour un catastrophisme éclairé : Quand l'impossible est certain*. Dupuy argumentait que présenter une catastrophe future (jugée « impossible ») comme certaine permet de mettre en place des mécanismes rationnels de prévention – plus

efficaces et mieux fondés que le fameux « principe de précaution ». À l'heure d'aujourd'hui, le titre d'un autre ouvrage dans la même ligne pourrait être : *Pour un catabolisme éclairé : Quand l'inimaginable est certain*. L'argument central de Dupuy est que nous savons ce qui ne va pas, mais nous ne croyons pas ce que nous savons. Cela s'applique aussi pour le déni des limites écologiques : nous savons que notre empreinte est de 3 équivalents-planète, nous savons donc que notre manière de vivre actuelle n'est pas soutenable, mais nous ne croyons pas ce que nous savons – à savoir, nous faisons comme si ce savoir scientifique était, d'une certaine façon, non pertinent pour nous. Parce que, pour l'essentiel, nous ne parvenons pas à imaginer notre monde en lent déclin, mais heureux.

Pour Dupuy, le catastrophisme éclairé permettrait de mettre en place des instruments et des politiques qui pourront peut-être éviter une catastrophe présentée pourtant comme certaine. De même, notre « catabolisme éclairé » permettrait peut-être de mettre en place des instruments et des politiques qui pourront rendre imaginable et vivable un déclin présenté comme certain.

[SLIDE-19] Et c'est ici que nos travaux à l'IGD sur la permacircularité trouvent leur place. L'objectif n'est pas d'*éviter* un déclin comme on évite une catastrophe nucléaire ou une inondation désastreuse. L'objectif, ici, est de remplacer la sobriété subie et imposée, douloureuse et inégalitaire – qui résulterait d'un déclin catabolique non maîtrisé – par un processus maîtrisé de (permettez-moi cet autre néologisme) « *sobrifaction* » volontaire et délibéré, équitable et même porteur de joie de vivre. Voilà l'essence de ce qu'on appelle la transition écologique.

Laissez-moi préciser tout de suite que je ne prétends pas, ce soir, échafauder des conseils de transition écologique pour le Valais ou la Suisse romande. Globalement, cependant, je pourrais dire que mes recherches se situent assez proches de la mouvance « Verte » de la politique cantonale et fédérale, raison pour laquelle je trouvais personnellement que l'initiative de septembre 2016 allait vraiment dans le bon sens. En effet, et au risque de trop insister, j'aimerais préciser une chose capitale :

[SLIDE-20] Dans la perspective d'un inévitable mais inimaginable déclin catabolique et d'une « sobriification » collective choisie, le schéma de descente que j'ai présenté tout à l'heure doit être le cadre de toute politique. C'est le long de cette trajectoire de descente – donc de réduction politiquement programmée de notre empreinte écologique – que les divers changements de politiques, mutations de modèles d'affaires et modifications de comportements et de culture auront une cohérence et un véritable sens. La transition vers la permacircularité, c'est l'ensemble des choses qui vont se passer au fur et à mesure que nous organisons collectivement notre descente le long de cette courbe.

[SLIDE-21] Dans *Le Temps* du 29 mars 2017, l'économiste Marc Chesney, directeur du département « Banque et finance » de l'Université de Zurich, écrivait que « les énergies renouvelables et les technologies propres sont importantes, mais ne suffiront pas à elles seules. Un changement radical de notre manière de vivre est nécessaire. (...) Les limites de la croissance, en particulier en lien avec l'environnement, doivent être reconnues. (...) Des phases successives de croissance, de stabilisation et de dégénérescence sont la norme.

Cette dernière phase requiert un changement de paradigme qui devrait servir de cible de notre action. »

[SLIDES 22-40]

Explication de l'économie permacirculaire

[SLIDE 41] Voilà à travers quels mécanismes, avec quelles valeurs et à travers quelles mutations économiques, sociales et humaines nous pourrions, si nous le choisissons, opérer notre descente vers une sobriété heureuse et épanouissante. Aucun privilège *a priori* n'est accordé au low-tech sur le high-tech, à l'économie sociale ou au socialisme sur le capitalisme, aux petites entreprises sur les grandes, aux villages sur les villes, etc. Tous les changements sont validés *a posteriori* à l'aune de la seule question qui compte réellement : sommes-nous parvenus à entrer et à rester à l'intérieur de l'espace sûr et juste où tout le monde vit bien sans dépasser durablement aucune limite planétaire ? Sommes-nous parvenus à descendre de façon juste vers une empreinte écologique d'un seul équivalent-planète tout en assurant à tout le monde les choses qui comptent le plus dans une existence sobre et heureuse ?

[SLIDE-42] Pour conclure, et. Sans vouloir vous paraître ni trop idéaliste ni trop naïf, j'aimerais de façon un peu « sauvage » et complètement exploratoire vous soumettre quelques réflexions sur la place que pourraient avoir les territoires de montagne, et en particulier les régions alpines, dans cette recherche d'un nouveau paradigme.

Vous êtes sans aucun doute assez allergiques aux idéalizations un peu pastorales du genre *Heidi* ou *La Belle et Sébastien*, où la montagne est dépeinte comme un univers isolé et rude, mais époustouflant de beauté, où vivent des gens au grand cœur, mais farouches et un peu mal dégrossis. Tout en résistant fermement à de telles caricatures, il me semble qu'on doit pourtant pouvoir capitaliser sur les atouts culturels des *traditions d'habitation montagnarde des paysages*.

[SLIDE-43] Jusqu'à assez récemment, habiter une région de montagne signifiait cohabiter fortement avec la liminalité, avec la verticalité, avec la limite géophysique. Le bassin versant et la vallée ont longtemps été des délimitations biogéographiques puissantes, et peut-être les régions de montagne recèlent-elles encore – par exemple dans leurs traditions de gestion des communs pastoraux et hydriques – des pratiques de sobriété qui, même si elles ont été marginalisées par l'avènement des carburants fossiles et des délitements d'espace-temps qu'ils ont provoqué, peuvent encore livrer une sagesse pour aujourd'hui. Certaines racines anthropologiques de l'autosuffisance sont peut-être encore ancrées dans les mentalités « profondes » des régions de montagne, capables de fonder et d'orienter des trajectoires de transition vers la sobriété.

[SLIDE-44] Il m'est parfois venu l'idée de repenser certains villages de montagne aujourd'hui dépeuplés comme ferments de nouvelles communautés d'expérimentation – à l'image de certaines initiatives localisées dans les Alpes italiennes ou dans les Pyrénées espagnoles.

[SLIDE-45] J'ajouterais enfin à tout ceci les traditions spirituelles alpines ancestrales – chrétiennes mais peut-être surtout préchrétiennes : celtiques et protoceltiques – dans lesquelles le rapport à la Nature était vécu comme organique et animé. Peut-être peut-on y trouver encore certaines racines pour ressusciter une « écologie profonde » propre aux paysages montagnards.

[SLIDE-46] Quoi qu'il en soit, le choix collectif de la sobriété heureuse dans un contexte de « catabolisme éclairé » est l'affaire de toutes et de tous. Il est difficile pour nos mentalités actuelles, peut-être davantage encore dans un pays comme la Suisse qui s'est désenclavé et enrichi (par une externalisation massive des impacts de sa production industrielle et de ses secteurs des services). Je ne minimise pas le défi et mes recherches ne sont absolument pas de l'ordre de l'accusation et de la dénonciation gratuite. C'est un énorme travail de réflexion et de dialogue culturel et politique qui nous échoit. La permacircularité, je crois, est le bon cadre pour envisager les choses de façon sereine, mais réaliste.

Merci beaucoup de votre attention.